

ÉDITORIAL

3

LA CRISE ÉNERGÉTIQUE ACCÉLÈRE-T-ELLE LA TRANSITION BAS-CARBONE? RÉPONSE NUANCÉE POUR LES ÉCONOMIES AVANCÉES — DEUXIÈME PARTIE¹

Depuis le retour aux affaires de l'administration Trump, l'écart en matière de politique énergétique entre les États-Unis et l'Europe, déjà significatif, s'est fortement accru. Certes, tous deux visent leur souveraineté énergétique. Mais tandis que les politiques européennes restent centrées sur la transition bas-carbone, le gouvernement américain actuel veut, d'une part, accroître la domination étasunienne sur le marché des énergies fossiles et, d'autre part, détricoter les mesures favorables à la transition énergétique.

À première vue, la crise énergétique renforce cette divergence. La position de premier exportateur d'hydrocarbures mondial des États-Unis a été confortée et leurs stocks stratégiques de pétrole ont servi d'amortisseur à la crise. En Europe, celle-ci a révélé une fois de plus le coût de sa dépendance aux importations d'hydrocarbures, ce qui a donné un coup d'accélérateur aux politiques européennes d'électrification et de décarbonation.

Néanmoins, il convient de nuancer l'analyse de la situation américaine car elle s'inscrit dans une dynamique différente. En effet, si la question de la souveraineté énergétique n'est pas un moteur de la transition comme elle l'est en Europe, la forte hausse des besoins liés au développement de l'intelligence artificielle est favorable, à court terme, à la décarbonation du *mix* énergétique.

ÉNERGIES FOSSILES : LA GUERRE EN IRAN PERMET AUX ÉTATS-UNIS D'ACCROÎTRE LEUR LEADERSHIP MONDIAL

Les contraintes géopolitiques pesant sur les exportations des deux principaux producteurs de l'OPEP+ (la Russie et l'Arabie saoudite) renforcent la position de premier exportateur mondial de pétrole et de gaz des États-Unis, dont la production a augmenté respectivement de 3,5% et de 3,8% au T2 2026 en g.a.

Si l'objectif du président Trump de faire baisser le prix du baril de brut à USD 50/b semble hors d'atteinte à court terme, la domination énergétique du pays, déjà évidente avant la crise, s'est renforcée depuis le déclenchement de la guerre en Iran. Les exportations américaines de pétrole (brut et produits raffinés) équivalaient à 63% de celles de l'Arabie saoudite et de la Russie en janvier 2026, et elles y étaient 1,1 fois supérieures en mai 2026.

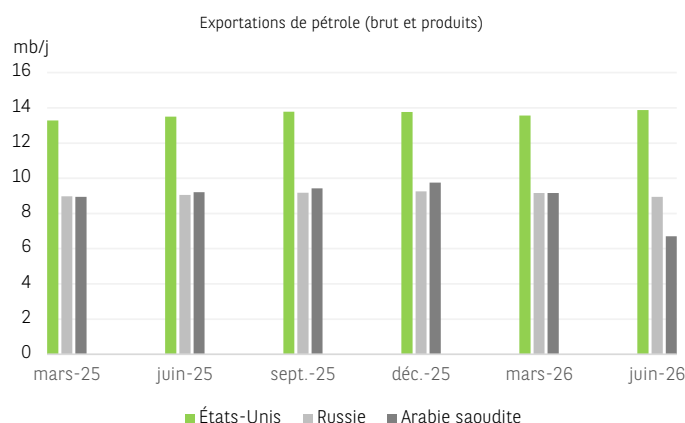
Concernant le gaz (liquéfié et par gazoduc), le volume des exportations américaines se maintient au-dessus de 21 milliards de mètres cubes (mmc) par mois depuis le début de l'année, tandis que celles en provenance du Qatar ont chuté de près de 80% (jusqu'à atteindre 3,2 mmc en mai 2026). De leur côté, les exportations australiennes (GNL uniquement) se maintiennent autour de 8 mmc depuis le début de l'année.

L'EUROPE POURSUIT SES OBJECTIFS CLIMATIQUES

Du côté européen, la situation est très différente voire inverse. Engagée dans une politique de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre, l'Europe peut difficilement réagir à la crise énergétique en augmentant sa production d'hydrocarbures, si ce n'est temporairement.

Néanmoins, la hausse des prix de l'énergie a accru les pressions visant à augmenter la production européenne d'hydrocarbures. Pour le moment, il semble que l'objectif commun soit de maintenir les niveaux de production actuels quand cela est possible. En Norvège (fournisseur clé de gaz de l'UE et du Royaume-Uni), la réouverture de gisements gaziers *offshore*, annoncée en mai dernier, doit permettre, selon le gouvernement norvégien, de maintenir la production à son niveau de 2025.

Les États-Unis renforcent leur domination sur le marché du pétrole



SOURCES : JODI, AIE, BNP PARIBAS

Au Royaume-Uni, le nouveau gouvernement Burnham devrait prolonger le moratoire, réaffirmé en mars dernier, sur toute nouvelle licence d'exploration. Néanmoins, il pourrait inciter les compagnies pétrolières à augmenter la production des champs pétroliers existants et autoriser notamment les *tiebacks*, de nouveaux forages raccordés à des sites préexistants.

L'arbitrage en faveur du charbon au détriment du gaz, dans la production d'électricité, semble marginal en Europe malgré le quasi doublement des cours du GNL européen depuis fin février. En Allemagne (où le charbon représentait 24% du *mix* électrique en 2024, la plus forte proportion dans l'UE après la Pologne), l'objectif officiel reste l'arrêt total de l'usage du charbon d'ici 2038 (et une augmentation de son usage, si elle se matérialisait, devrait être temporaire). Selon l'AIE, dans l'Union européenne, l'augmentation de la production d'énergie d'origine renouvelable a compensé la réduction de la production électrique issue du gaz entre mars et mai 2026 (-3,5% a/a).

¹ Pour la partie 1 sur les économies émergentes, lisez l'EcoWeek du 20 juillet : [La crise énergétique accélère-t-elle la transition bas-carbone ? Dans les économies émergentes, oui.](#)



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

VÉHICULES ÉLECTRIQUES : REBOND EN EUROPE, CONTRACTION AUX ÉTATS-UNIS

Depuis le déclenchement de la crise énergétique, les hausses des prix des carburants ont été plus importantes aux États-Unis (+23% en juin 2026 en g.a.) que dans l'Union européenne (+14%), en raison notamment d'un poids plus faible de la fiscalité sur les carburants aux États-Unis.

Malgré ces hausses, les ventes de véhicules électriques, élément clé de l'électrification des usages, ont connu des évolutions divergentes. Sur les cinq premiers mois de l'année, les ventes de véhicules électriques à batterie ont progressé de plus de 31% en g.a. en Europe, tandis qu'elles se sont contractées de 25% aux États-Unis². L'évolution des aides gouvernementales à la mobilité électrique explique en grande partie ces changements, qui va creuser l'écart en termes de parts de marché des véhicules électriques (en pourcentage de nouvelles immatriculations). La part des véhicules électriques était ainsi de 5,5% en mai 2026 aux États-Unis (7,5% pour l'ensemble de l'année 2025) et de 24% en Europe en mai 2026 (20% en 2025).

Aux États-Unis, l'ensemble des aides fédérales (principalement des remises de taxes à l'achat et une aide à l'installation de bornes de recharge) ont été progressivement arrêtées depuis 2025. Ne subsistent plus que des aides au niveau des États qui ne permettent pas de compenser la fin des aides fédérales.

À l'opposé, dans l'Union européenne et au Royaume Uni, l'importance des mesures de soutien (primes à l'achat et remises de taxes) a facilité le rebond des ventes au premier semestre 2026. La plupart des mesures préexistaient à la crise et, pour le moment, celle-ci n'a entraîné que des aménagements à la marge (par exemple l'extension du *leasing* social en France ou le soutien accru à l'installation de bornes de recharge au Royaume-Uni).

ÉLECTRIFICATION : DES AMBITIONS EUROPÉENNES ACCRUES

L'Union européenne a annoncé en juin 2026 un ambitieux programme visant à accélérer l'électrification des usages. L'objectif est d'atteindre un taux d'électrification de 46% d'ici à 2040, contre 23% actuellement. Cette cible reste très ambitieuse, ce taux ayant peu progressé depuis plus d'une décennie malgré les politiques mises en œuvre. Pour rappel, le taux d'électrification atteint 22% aux États-Unis mais 30% en Chine. Ce programme européen visent notamment à :

1/ réduire l'écart de coûts pour l'industrie entre l'électricité et les énergies fossiles, les coûts de l'électricité étant encore deux fois plus coûteux dans 21 États membres (en raison du niveau des taxes et des charges liées au réseau et aux subventions publiques qui peuvent favoriser les énergies fossiles³) ;

2/ favoriser le stockage d'électricité afin d'accroître la flexibilité des énergies renouvelables⁴ en quadruplant les capacités d'ici 2030 pour atteindre 200 GW ;

3/ accélérer l'électrification des flottes de véhicules des entreprises ;

4/ réformer le mécanisme de la taxe carbone.

Parallèlement à ce programme spécifiquement européen, l'Union européenne est à l'origine, avec d'autres pays (dont le Royaume-Uni),

du programme international *Electrify Now* visant à accélérer l'électrification des usages dans les transports, l'industrie et le bâtiment pour atteindre 35% d'ici à 2035. Cette initiative s'intégrera dans les prochaines COP 31 et 32.

DÉCARBONATION DU MIX ÉLECTRIQUE : PRIORITÉ AU SOLAIRE DANS LES DEUX CAS, DIVERGENCE SUR L'ÉOLIEN

En Europe comme aux États-Unis, la dynamique de décarbonation semble accélérer depuis le mois de mars. Tandis que les importations de panneaux solaires en provenance de Chine et à destination de l'Union européenne et du Royaume Uni s'étaient repliées en 2025 (respectivement de 19% et de 3% en g.a.), elles ont significativement augmenté sur la période mars-mai 2026 (respectivement de +25% et de +54% en g.a.). Le secteur de l'éolien est par nature moins réactif à court terme étant donné les délais de mise en œuvre. Néanmoins, tandis que l'Europe continue d'afficher de grandes ambitions (augmentation de 50% de la capacité installée d'ici à 2030), le gouvernement américain actuel a affirmé son opposition au développement de ce secteur. En 2025, la capacité éolienne installée en Europe était supérieure de 1,9 à celle aux États-Unis.

Aux États-Unis, les évolutions de la décarbonation sont plus difficilement interprétables car « perturbées » par deux éléments : la guerre tarifaire avec la Chine et la hausse de la consommation énergétique due au développement des applications d'intelligence artificielle.

Les importations de panneaux solaires en provenance de Chine et à destination des États-Unis ont augmenté de 26% en 2025 et ont bondi de 178% en g.a. sur la période mars-mai 2026, malgré la mise en place de droits de douane de 60% sur ces produits en 2025 (ils étaient de 25% sous l'administration précédente). La hausse de la demande d'énergie due au développement de l'intelligence artificielle semble avoir réduit les conséquences de la hausse des droits de douane. La part des centres de données dans la consommation électrique totale a augmenté de 63% depuis 2020 pour atteindre 6,5% en 2025⁵, provoquant de fortes hausses du prix de l'électricité dans certaines régions. Selon l'AIE, le développement de l'IA est à l'origine de 50% de la hausse de la consommation d'électricité.

À court terme, étant donné l'allongement très important des délais de mise en œuvre des centrales à gaz en raison d'une forte demande, la majorité de la capacité de production d'énergie additionnelle devrait venir de la combinaison énergie solaire-batterie stationnaire malgré la hausse des coûts affectant ce secteur⁶.

Dans des contextes énergétiques différents, voire divergents, l'augmentation de la demande de technologies bas-carbone, accélérée ou non par la crise énergétique, profitera aux exportations chinoises. Déjà leader incontesté de la production de panneaux solaires, la Chine occupe des positions dominantes sur l'ensemble de la chaîne de valeur des batteries électriques. Ce secteur continuera d'enregistrer une croissance très soutenue dans les prochaines années, à la fois pour alimenter les centres de données américains et pour accroître la part des énergies renouvelables dans le *mix* électrique européen.

Pascal Devaux

pascal.devaux@bnpparibas.com

² Jefferies, June 2026.

³ Commission Européenne, 2026, *Electrification Action Plan*. Selon la Commission européenne, les subventions aux énergies fossiles s'élevaient à EUR 97 mds en 2024 (EUR 60 mds en moyenne entre 2015 et 2019).

⁴ Sur cette question, cf. notre article [Union européenne : transition bas-carbone et souveraineté énergétique, un parcours semé d'embûches](#)

⁵ Energy Institute, 2026, *Statistical Review of World Energy*.

⁶ Lazard, Juillet 2026, *Levelized Cost of Energy+*.



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change